

Vol au-dessus d'un nid de coucous : Rima Hassan menace de mort Prisca Thévenot

écrit par Christine Tasin | 19 mars 2025



Evidemment on n'est pas surpris. Nous avons dit à maintes reprises notre surprise, notre révolte, de voir qu'une ennemie de la France, une antisémite notoire soit élue de la République et ne soit pas carrément déchue de la nationalité française... Et qu'elle puisse être libre

de dire des horreurs, sans poursuite contre elle, sans être déchue de son mandat quand les 2 mots « islam assassin » ont conduit une Christine Tasin au tribunal et à la condamnation... ça ne passe pas et la Thévenot a raison de dire haut et fort les menaces reçues. Menaces liées au voyage de la Thévenot en Israël...

Mais qu'une Prisca Thévenot, lèche-Macron, accusée de harcèlement par la plupart de ses conseillers quand elle était ministre, ensuite député recasé en plus dans un comité Théodule à Radio France pleurniche ça ne me la rend pas plus sympathique. J'ai du mal à avoir de l'empathie pour une macroniste, protégée par la Macronie (pourquoi donc ???) qui plus est harceleuse... (voir sous la video des extraits de Wikipedia).

Bref, les loups se bouffent entre eux... Je propose qu'on abandonne les 2 hystéro-dingues sur une île déserte...

Prisca Thevenot [écouter](#), née **Prisca Balasoobramanen** le 1^{er} mars 1985 à [Strasbourg](#) ([Bas-Rhin](#)), est une [femme politique](#)

[française](#).

Dans le [gouvernement Gabriel Attal](#), elle est [ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée du Renouveau démocratique, porte-parole du gouvernement](#), du 11 janvier 2024 au 21 septembre 2024^{1,2}.

Elle est [porte-parole de Renaissance](#) de novembre 2020 à février 2022³. Elle est élue [conseillère régionale](#) en 2021. Elle est élue [députée](#) de la [8^e circonscription des Hauts-de-Seine](#) lors des [élections législatives de 2022](#). Du 20 juillet 2023 au 8 janvier 2024, elle est [secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et du Service national universel](#) dans le [gouvernement Élisabeth Borne](#).

Son mari est un [banquier d'affaires](#) travaillant pour le [Crédit suisse](#)⁹ et a notamment accepté un mandat de [conseil en stratégie](#) pour [EDF](#) qui l'a conduite à demander un déport¹⁰ sur les sujets concernant l'énergéticien¹¹ en février 2023.

En juin 2021, elle est élue [conseillère régionale d'Île-de-France](#) pour la [Seine-Saint-Denis](#) lors des [élections régionales de 2021](#), sur la liste portée par [Laurent Saint-Martin](#)¹⁴. Elle y est membre du groupe Majorité présidentielle (Renaissance)¹⁵, ainsi que de la commission permanente du conseil régional et de la commission Logement et Aménagement¹⁶.

[Parachutée](#)^{17, 18} en tant que candidate dans la [huitième circonscription des Hauts-de-Seine](#) sous l'étiquette [Ensemble](#), au détriment du député sortant [LREM](#) non investi [Jacques Maire](#) lors des [élections législatives de 2022](#), elle arrive en tête au premier tour et est élue député.

Lors du remaniement du [gouvernement Élisabeth Borne](#) du 20 juillet 2023, elle est nommée [secrétaire d'État chargée de la](#)

[Jeunesse et du Service national universel](#)²² et laisse donc son siège de députée à sa suppléante [Virginie Lanlo](#).

Lors de la formation du [gouvernement Gabriel Attal](#) du 11 janvier 2024, elle est nommée [porte-parole du gouvernement](#)^{23,1}. À la suite de la dissolution de [l'Assemblée nationale](#), elle est à nouveau candidate dans la [huitième circonscription des Hauts-de-Seine](#) sous l'étiquette [Ensemble](#). Durant l'entre-deux tours, elle et son équipe sont agressées lors d'une opération de collage²⁴. Quatre personnes sont interpellées dont un majeur, les autres étant mineures. La classe politique lui apporte son soutien²⁵. [Elle est réélue](#) face à la candidate socialiste du [Nouveau Front populaire](#)²⁶ puis devient [membre](#), le [19 octobre 2024](#), de la [commission des Affaires sociales](#)²⁷.

[Elle n'est pas reconduite](#) dans le [gouvernement Barnier](#) et [entre en octobre 2024](#) au conseil d'administration de [Radio France](#)²⁸.

Soupçons de management toxique

[Le 12 avril 2024](#), [trois membres de son cabinet démissionnent](#), [après](#), selon [France Info](#) « de nombreux couacs de communication et des approximations de la part de la porte-parole » du gouvernement^{29,30}. Le 26 avril 2024, [trois autres membres de son cabinet démissionnent à leur tour](#)³¹. Le nombre de démissions s'élève à sept, si l'on ajoute celle d'Alexis Bétemps, non liée au management^{32,33}, soit plus des deux tiers de son équipe³⁴.

Les anciens collaborateurs dénoncent un [harcèlement moral](#), [des humiliations](#) répétées, un « [chantage affectif](#) » et une « [violence verbale](#) »^{35,36}. Prévenu par plusieurs [courriels](#) depuis

début avril 2024, le premier ministre [Gabriel Attal](#) n'a pas réagi publiquement³⁷.